Rodrigue TREMBLAY
Économiste, professeur émérite de l'Université de Montréal
(1977)

“L’avenir économique du Québec et des Québécois”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Rodrigue TREMBLAY,
Économiste, professeur émérite de l'Université de Montréal

"L'avenir économique du Québec et des Québécois"

Un article publié dans l'ouvrage d'Errol Bouchette, L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DU Canada FRANÇAIS (1906). Montréal : Les La Presse, ltée, 1977, 273 pp. Introduction à l'ouvrage, pp. 11-45.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 1^{er} décembre 2005, de diffuser ce livre en versions numériques.]

Courriel rodrigue_tremblay@yahoo.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman 14 points.

Pour les citations : Times 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 23 janvier 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Rodrigue Tremblay (1977)

Économiste, professeur émérite de l’Université de Montréal

“L’avenir économique du Québec
et des Québécois”

Un article publié dans l’ouvrage d’Errol Bouchette, L’INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DU Canada FRANÇAIS (1906). Montréal : Les Éditions La Presse, ltée, 1977, 273 pp. Nouvelle édition. Introduction à l’ouvrage. (pp. 11 à 45.)

Table des matières

Présentation du livre et des auteurs (Errol Bouchette et Rodrigue Tremblay)
Avant-propos, de Rodrigue Tremblay

Introduction : "L'AVENIR ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC ET DES QUÉBÉ-
COIS" par RODRIGUE TREMBLAY

La vision d'Errol Bouchette

L'industrie au Québec : importance et contrôle

La lucidité d'Errol Bouchette

Un gouvernement provincial québécois peut-il orienter le développement
industriel du Québec ?

Initiative privée ou initiative collective pour rattraper le retard économique
des francophones ?

Les francophones dans les entreprises privées

Les francophones et les changements structurels de l'économie

Le Québec face à la concentration économique en Ontario

L'avenir économique du Québec

Le retard des idéologies sur les faits

Conclusion

Présentation du livre et de l'auteur

(Texte au verso du livre)

[Retour à la table des matières](#)

Ces renseignements sont tirés du *Dictionnaire pratique des auteurs québécois*, de Réginald Hamel, John Hare, Paul Wyczynski, Éditions Fides, Montréal 1976. Reproduits avec l'autorisation de l'éditeur.

Errol Bouchette est éminemment de notre temps parce que ses réflexions et ses préoccupations sont encore les nôtres aujourd'hui, tandis que ses illusions ne sont pas encore complètement disparues. Son ouvrage intitulé : *L'indépendance économique du Canada français* permet de mieux comprendre comment la lucidité d'Errol Bouchette aurait pu et peut encore aujourd'hui guider les efforts économiques collectifs des Québécois dans leur lutte séculaire pour conquérir la maîtrise de leur destinée.

Dans son introduction sur l'avenir économique du Québec et des Québécois, Rodrigue Tremblay repose le problème économique du Québec dans une perspective moderne et élargit l'analyse pour vérifier à partir des faits plusieurs des postulats acceptés par les contemporains d'Errol Bouchette. Il en résulte un dialogue, à trois quarts de siècle d'intervalle, entre deux économistes québécois sur les problèmes économiques du Québec.

Rodrigue Tremblay est ministre de l'industrie et du Commerce dans le Gouvernement du Québec. Lorsqu'il a rédigé cette préface, à l'été de 1976, il était directeur du département de Sciences économiques de l'Université de Montréal. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de base en science économique, tels que *L'Économique, analyse microéconomique et macroéconomique* (1969, 1971, 1975),

Afrique et intégration monétaire (1972), *Théorie du commerce international* (1969) et *Théorie monétaire internationale* (1973). Ses intérêts pour la science économique ne l'ont cependant pas empêché de se préoccuper de l'avenir économique du Québec. Ses articles et ses ouvrages ont contribué depuis quelques années à une prise de conscience éclairée des problèmes économiques et politiques du Québec, en plus de faire avancer les connaissances sur l'économie du Québec. Rodrigue Tremblay est l'auteur de *Indépendance et marché commun Québec-É.-U.* (1970) et l'éditeur de *L'Économie québécoise* (1976).

Le Conseil des Arts du Canada a accordé une subvention pour la publication de cet ouvrage

Avant-propos

« Ce n'est que rarement qu'il surgit parmi les peuples de ces âmes puissantes et droites, assez clairvoyantes pour voir la vérité et assez fortes pour l'imposer. »

ERROL BOUCHETTE

[Retour à la table des matières](#)

Errol Bouchette fut l'un des principaux penseurs économiques que le Québec ait comptés. Au début du vingtième siècle, il repose les questions économiques qu'Étienne Parent avait soulevées quelques décennies auparavant. Le Québec doit-il s'industrialiser ou s'ancrer dans l'agriculture ? Que faire des ressources naturelles et énergétiques du Québec que le monde industriel américain réclame ? Doit-on abandonner l'industrie et le commerce aux intérêts anglo-canadiens ou plutôt, dans les termes mêmes d'Étienne Parent, devenir « maîtres chez nous » ? Le Gouvernement du Québec doit-il se doter d'une politique industrielle cohérente ? Comment peut-il stimuler l'accumulation du capital industriel et transformer l'épargne en crédit industriel ? ...

Dès sa première publication dans la *Revue canadienne*, l'ouvrage d'Errol Bouchette sur *L'Indépendance économique du Canada fran-*

çais suscita un mouvement dans l'opinion publique car on s'aperçut que les philosophies et les idéologies qui dominaient alors au Québec ne cadraient plus avec la réalité de l'évolution économique nord-américaine. Publié sous forme de livre en 1906, l'ouvrage devint un des premiers instruments québécois d'éducation économique dans les collèges. On discuta de son contenu dans les journaux et on en fit état à l'Assemblée Nationale du temps à propos de l'établissement des écoles forestières et de l'Ecole des Hautes Études Commerciales.

Or, les problèmes et les dilemmes que soulève Errol Bouchette ne sont guère différents de ceux auxquels le Québec doit faire face aujourd'hui. La réalité économique a évolué, le Québec est aussi plus fort et mieux équipé, sa population plus instruite et plus urbanisée ; néanmoins, de nombreuses forces économiques, démographiques et politiques travaillent présentement contre le Québec et l'analyse des faits s'impose lorsque l'on veut juger de la pertinence des idéologies et élaborer des plans d'action.

C'est pourquoi l'introduction à cette réédition du livre d'Errol Bouchette est davantage axée sur le présent et l'avenir que sur le passé. Les choses sont trop complexes et le passé trop éloigné pour que l'on puisse établir si les prescriptions d'Errol Bouchette cadraient bien avec la réalité québécoise de son époque. Trois quarts de siècle plus tard, cependant, il est exaltant de pouvoir réinterpréter le jeu dialectique d'Errol Bouchette à la lumière des réalités présentes. Il en résulte un dialogue salubre qui permettra, nous l'espérons, de réduire le retard inévitable des idéologies sur les faits.

Rodrigue TREMBLAY

INTRODUCTION

“L’AVENIR ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC ET DES QUÉBÉCOIS”.

par RODRIGUE TREMBLAY

« Le plus grand et le plus irrémédiable malheur pour un peuple, c'est d'être conquis. »

DE TOCQUEVILLE

« L'indépendance n'est pas une charte qui s'octroie, ce n'est pas une catégorie juridique : c'est une victoire qui s'arrache moins sur les autres que sur soi-même, moins par les armes que par les larmes de sueur, par la discipline et le travail. »

LÉOPOLD SENGHOR
Président du Sénégal

[Retour à la table des matières](#)

Pour les sociétés comme pour les individus, le passé est inaccessible ; seuls le présent et l'avenir comptent vraiment.

Cependant, nul ne peut prétendre savoir où il va s'il ne sait d'où il vient. Or, le Québec et les Québécois viennent de loin et ont vécu comme peuple et comme individus, au cours des deux derniers siècles, une expérience historique unique dont ils peuvent tirer les riches enseignements nécessaires pour orienter leur devenir.

Alors que 1976 marquait le deux-centième anniversaire de la conquête de l'indépendance par les colonies américaines de l'Amérique du Nord qui, en se libérant de l'emprise stérilisante d'un empire européen, se sont lancées dans la croissance économique la plus phénoménale que l'humanité ait connue, le Québec n'a pas encore assumé la pleine responsabilité de son destin politique tandis que son économie souffre de carences fondamentales et que le statut économique des Québécois lui-même demeure toujours vulnérable. En fait, les questions économiques fondamentales pour le Québec comme pour toute autre économie ne peuvent être posées dans un cadre étroitement économique. S'il est un principe de base qui se dégage des théories et des expériences de développement économique de cette deuxième partie du vingtième siècle, c'est bien le rôle prépondérant des conditions sociales et politiques et de l'environnement institutionnel comme frein à, ou stimulant de l'essor économique ¹. L'accès à des ressources naturelles abondantes et en demande de même qu'une force ouvrière compétente ne sont pas seuls garants de progrès économique. Encore faut-il une qualité d'organisation et de stimulation telle que l'épargne soit non seulement abondante, mais surtout canalisée vers des emplois productifs, que des entreprises s'adaptent aux opportunités offertes par les marchés locaux et extérieurs par l'innovation et l'échelle de leurs opérations, et que les gouvernements orientent leurs politiques fiscales et industrielles de manière à stimuler et à soutenir l'activité économique.

Les réalités économiques ne cadrent pas toujours avec le modèle idéal de développement économique selon lequel des politiques gouvernementales éclairées favorisent l'expansion démographique, la transformation des ressources naturelles et les investissements productifs et innovateurs afin de mieux tirer parti de Marchés croissants et lucratifs. Économie régionale intégrée à une économie canadienne et nord-américaine, supervisée par un gouvernement régional dépourvu des principaux leviers économiques modernes que sont la monnaie, le taux de change, le taux d'intérêt, les tarifs douaniers et l'immigration, l'économie québécoise possède peu de dynamique propre et est

¹ Cf. W.W. Rostow, *Les Étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 1960.

donc essentiellement tributaire de la conjoncture économique extérieure. Cette vulnérabilité institutionnelle de l'économie régionale devient celle de sa population, car toute carence dans la base économique ou tout fléchissement dans l'activité économique entraîne tôt ou tard des exodes de population. Le Québec eut, en effet, dans le passé, à subir les conséquences de l'insuffisance de sa base économique puisqu'on évalue à au-delà d'un million de personnes l'exode des francophones vers les États-Unis de 1840 à 1940.

La vision d'Errol Bouchette

[Retour à la table des matières](#)

C'est sans doute parce qu'il avait la conviction que la base économique d'un pays n'est point une donnée immuable mais qu'elle peut être modifiée et renforcée qu'Errol Bouchette préconise au début du vingtième siècle un programme d'industrialisation du Québec fondé sur l'épargne locale et sur le développement des industries forestières et extractives.

Reprenant en ce domaine les exhortations d'Étienne Parent, formulées un demi-siècle auparavant, pour que l'élite francophone ne se contente point de remplir le rôle d'intermédiaire entre le monde politique et économique anglo-saxon et la population francophone, mais assume l'initiative et la responsabilité du développement économique, Errol Bouchette lançait au début du siècle sa série d'écrits sur l'« Indépendance économique du Canada français »². Bouchette avait observé les efforts déployés par le monde industriel anglo-canadien pour se doter d'une « National Policy » grâce aux politiques élaborées par le gouvernement fédéral en 1879, en matière de protection douanière, de subventions au transport ferroviaire et d'immigration britannique ; il avait aussi observé les ravages qu'avaient provoqués, dans le

² Ces écrits furent initialement publiés dans la *Revue canadienne* au début des années 1900. Ils furent réédités par la suite sous le titre de *L'Indépendance économique du Canada français*, en 1906 et en 1913.

dernier quart du dix-neuvième siècle, l'insuffisance de l'agriculture québécoise et l'urbanisation désordonnée et mal préparée qui en avait résulté avant que l'émigration vers les États-Unis ne devienne finalement l'exutoire principal ; Bouchette avait aussi anticipé l'invasion imminente des capitaux américains au Québec, attirés par les ressources hydro-électriques à bon marché et l'abondance des ressources forestières et minières.

Quoi de plus logique alors que de proposer que le « Canada français », un euphémisme chez lui pour « Québec », se dote d'une politique industrielle propre afin d'organiser et d'orienter son évolution économique avant que les événements et les forces extérieures ne le forcent à la subir. Il en est résulté ces écrits sur l'« Indépendance économique du Canada français » où se retrouve un mélange de lucidité, de perspicacité, de lyrisme, de naïveté et de mythes qui transcende le simple intérêt historique de l'œuvre car, en cette dernière partie du vingtième siècle, il faut bien convenir que la pensée économique officielle des gouvernements québécois d'aujourd'hui n'a guère dépassé les ébauches de politique industrielle qu'énonçait Errol Bouchette au début du siècle et qu'appliquait en partie le gouvernement Gouin en décrétant l'embargo sur les exportations de bois pour favoriser l'installation des papeteries au Québec.

Bien plus, les mythes et les ambivalences qu'Errol Bouchette véhiculait et partageait avec ses contemporains Wilfrid Laurier et Henri Bourassa au chapitre d'une prétendue « mission » pan-canadienne des francophones subsistent encore aujourd'hui dans certains milieux, même si l'importance relative des francophones au Canada n'a cessé de décroître de 37.8% de la population canadienne en 1851, à 31.2% en 1941, à 25.7% en 1971 et que l'on prévoit la voir tomber à 23.0% en l'an 2000 ³. Voyons en premier lieu comment la lucidité économique d'Errol Bouchette aurait pu et peut encore aujourd'hui guider les efforts économiques collectifs des Québécois dans leur lutte séculaire pour conquérir la maîtrise de leur destinée.

³ Cf. Jacques Henripin, « Évolution démographique future des groupes linguistiques au Canada et au Québec », dans Rodrigue Tremblay, éd., *L'Économie québécoise*, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976, pp. 277-281.

L'industrie au Québec : importance et contrôle

[Retour à la table des matières](#)

Pendant longtemps, et surtout après la révolution manquée de 1837-1838, les francophones se sont réfugiés dans la résignation au sein d'un Canada qu'ils ne contrôlaient ni au plan politique, ni au plan économique. Des élites affairistes présidaient à leur destinée en collaborant à fusionner la province francophone du Bas-Canada (Québec) dans un tout majoritairement anglophone, d'abord avec l'Union de 1840 et ensuite avec la Confédération de 1867. Provincialisés politiquement et encadrés par une politique d'immigration majoritairement britannique, les francophones perdirent alors le sens du territoire national et se réfugièrent dans un nationalisme culturel essentiellement axé sur l'agriculture et la religion. La société francophone fut, par la force des choses, longtemps tenue à l'écart des grands courants de l'activité économique et dut forcément subir l'évolution économique que les pouvoirs politiques et économiques étrangers lui insufflaient.

Au sud, cependant, l'industrialisation provoquait l'essor économique et drainait vers les États-Unis les excédents de population canadienne que l'agriculture en déclin ne pouvait retenir. Pendant le ralentissement économique généralisé de 1873-1876, le gouvernement fédéral tenta de retenir la population en favorisant l'ouverture de l'Ouest canadien et en érigeant un mur de protection tarifaire autour des industries naissantes de l'Ontario et du Québec. Au Québec s'établissent des fabriques de biens de consommation requérant une main-d'œuvre abondante et à bon marché ; en Ontario, l'industrialisation suscitée par la « National Policy » de 1879 évolue autour de la métallurgie et du matériel de transport. En un sens, par conséquent, il est juste de dire que la première vague d'industrialisation au Québec fut provoquée par le protectionnisme douanier.

La deuxième vague d'industrialisation au Québec a lieu à partir de 1896 et elle est mieux assise et repose davantage sur les dotations québécoises en ressources naturelles et hydro-électriques et sur l'apport de capitaux américains. Contrairement aux industries légères de biens de consommation dont le marché protégé est celui du marché commun canadien, les industries québécoises de l'aluminium et du papier sont davantage orientées vers l'exportation. Ce sont en définitive ces deux phases distinctes d'industrialisation qui ont véritablement intégré l'économie québécoise à l'économie canadienne et à l'économie nord-américaine et dont les prolongements sont encore visibles aujourd'hui.

La lucidité d'Errol Bouchette

[Retour à la table des matières](#)

C'est essentiellement en réaction contre la mainmise étrangère sur les richesses naturelles du Québec et contre la myopie d'une élite conservatrice qui fonde tous ses espoirs dans l'agriculture que s'élève un Errol Bouchette.

Devant la vision béate d'un Mgr Paquet qui s'écrie en 1902 : « Notre mission est moins de manier des capitaux que de remuer des idées, elle consiste moins à allumer le feu des usines qu'à entretenir et à faire rayonner au loin le foyer de la religion et de la pensée... Pendant que nos rivaux revendiquent... l'hégémonie de l'industrie et de la finance, nous ambitionnons avant tout l'honneur de la doctrine et les palmes de l'apostolat », Bouchette percevant le danger d'une approche à si courte vue, exhorte les Canadiens français à l'acceptation de l'industrialisation et à sa prise en charge par l'État québécois et les intérêts francophones : « ... à la devise populaire : Emparons-nous du sol ! nous voudrions qu'on ajoutât cette autre qui en est le corollaire : Emparons-nous de l'industrie ».

Ce n'est pas que Bouchette réussisse complètement à se libérer de la marque de son temps, soit la vision lyrique et manichéenne de deux

ances au Canada dont l'une incarne la pensée et l'autre l'action, il s'en faut de beaucoup, mais il est suffisamment conscient et lucide pour percevoir que la gestion des ressources du Québec par les francophones ne peut être laissée aux seules forces du hasard quand le réseau des institutions financières, commerciales et politiques tend à les y exclure ⁴.

Pour intégrer véritablement la population francophone au fonctionnement de son économie, Bouchette propose une série de plans d'action qui s'intègrent dans ce qu'il appelle une « organisation, une politique industrielle ». Ce programme d'éveil économique et d'industrialisation comporte trois volets principaux sur lesquels viennent se greffer plusieurs propositions secondaires. En premier lieu, Bouchette ne conçoit pas un programme de longue haleine de reconquête économique sans une généralisation de *l'instruction* technique et industrielle dans la population. En second lieu, il perçoit que les avantages économiques comparatifs du Québec résident dans ses *ressources* forestières, minières et hydroélectriques et il propose que les francophones développent ces industries là où il est possible « d'entrer avantageusement en concurrence avec les autres pays du monde ». Finalement, Bouchette comprend que des industries basées sur des ressources naturelles et à hauts coefficients de capital, telle l'industrie forestière, ne peuvent se développer et demeurer sous contrôle francophone sans que ne soient générés des *capitaux industriels* suffisamment abondants. De là la proposition de l'institution d'un prêt industriel pour les entrepreneurs francophones et le souhait qu'apparaissent des institutions pour « recueillir et centraliser ces capitaux pour des fins industrielles et commerciales ».

La formule du développement fondé sur la grande entreprise francophone est lancée. Les gouvernements québécois du temps étaient cependant loin d'être préparés idéologiquement, politiquement et techniquement à fournir la direction, l'encadrement et l'assistance qui auraient été nécessaires pour permettre aux hommes d'affaires francophones de surmonter les obstacles que constituaient alors pour eux les

⁴ Pour une vue moderne de la question, voir Jean-Luc Migué, « Le Nationalisme, l'unité nationale et la théorie économique de l'information », dans *L'Économie québécoise*, op. cit., pp. 379-396.

difficultés d'accès aux marchés extérieurs et la sous-capitalisation. Les industriels francophones qui étaient les Adélard Sénécal (chemin de fer), Guillaume Boivin (chaussure), Joseph Barsalou (savon), F.-L. Béique (hydro-électrique), A. Dubuc (pâte et papier), Joël Leduc (scierie), Edouard-Alfred Lacroix (hydro-électrique), J.-B. Rolland (papier) et Louis-Joseph Forget (finance) ⁵ avaient pu se tailler une part des marchés lorsqu'il ne s'agissait de concurrencer que les entrepreneurs anglo-canadiens soutenus par les banques anglo-canadiennes et le gouvernement fédéral ; continuer de progresser en comptant principalement sur le financement interne quand il faut rapidement et nécessairement de fortes accumulations de capitaux pour faire face à la demande étrangère pour les ressources du Québec est autre chose.

Ce sont les capitaux britanniques et américains qui prennent alors en tutelle le développement économique du Québec et le premier quart du vingtième siècle marque l'éclipse des grands entrepreneurs francophones au profit des grands consortiums anglo-canadiens et américains.

Passifs et débordés, les gouvernements québécois du temps limitent leur rôle à celui de vendre des concessions minières, des réserves forestières et des chutes d'eau aux entreprises britanniques et américaines. On est loin de l'idée de la prise en charge des intérêts des Québécois par leur gouvernement : pâles reflets du gouvernement libéral fédéral, les gouvernements libéraux québécois de 1897 à 1905 sous F.-G. Marchand et S.-N. Parent proclament leur docilité vis-à-vis d'Ottawa et fondent leur politique économique, ou leur absence de politique économique, sur le « laissez-faire », en confiant à l'initiative privée, principalement étrangère, la totalité de la responsabilité du développement économique du Québec ⁶.

Il faudra attendre le gouvernement de Lomer Gouin qui se résout à stimuler le développement économique par un embryon de politique de protection des richesses naturelles. En effet, en défendant que le bois coupé sur les réserves d'État soit exporté librement, le gouverne-

⁵ Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec, II* : 21.

⁶ J.-C. Robert, *Du Canada français au Québec libre*, Flammarion, 1975.

ment provoque de ce fait l'installation des papeteries au Québec ⁷. De même, le système de vente des droits de chute est remplacé par celui de la location, prévenant ainsi une dépossession complète des sources d'énergie hydro-électrique.

Cependant, le gouvernement du Québec, même s'il est le seul gouvernement francophone de l'Amérique, et tout en étant conscient de la nécessité de l'industrialisation préconisée par Étienne Parent et Errol Bouchette, ne peut se montrer à la hauteur des exhortations que lui sert Bouchette de prendre les mesures qui s'imposent pour empêcher que le secteur industriel basé sur les ressources naturelles échappe aux francophones. Par crainte, ignorance ou faiblesse, le gouvernement se résigne plutôt à confier la grande industrialisation du Québec aux entreprises étrangères. D'ailleurs, des hommes comme Henri Bourassa l'encouragent au même moment à ne pas viser plus haut pour les francophones que la petite et la moyenne industrie.

La grande politique industrielle qui aurait permis aux francophones de conserver une participation importante dans l'exploitation de leurs ressources naturelles et les moyens dont le Québec aurait dû se doter pour qu'une telle politique soit appliquée, ne verront pas le jour. Tout au plus le gouvernement accepte-t-il de fonder des écoles techniques et l'École des Hautes Études Commerciales pour répandre l'enseignement technique et assurer la préparation des francophones aux affaires. La politique industrielle et la politique du financement industriel devront attendre. Entre temps, les petits hommes d'affaires québécois peuvent sombrer sous la marée des capitaux britanniques et américains.

⁷ Le Québec ne prit cette décision qu'en 1910. L'Ontario, par contre, avait mis, dès 1900, l'embargo sur l'exportation du bois de pâte aux États-Unis.

Un gouvernement provincial québécois peut-il orienter le développement industriel du Québec ?

[Retour à la table des matières](#)

Pour orienter l'évolution d'une économie, il faut qu'un gouvernement soit en mesure de formuler des objectifs cohérents qui cadrent avec l'intérêt général de la population ; qu'il ait la volonté de les réaliser ; et finalement, qu'il puisse compter sur les moyens suffisants pour mettre en oeuvre des politiques qui modifieront le cours des événements économiques.

Quand Errol Bouchette formulait au début du XXe siècle son programme de reconquête économique, il était sans doute familier avec les politiques de développement économique que de nombreux pays, dont l'Allemagne, les États-Unis et le Canada, avait mises de l'avant au cours de la première partie du XIXe siècle pour lancer leur industrialisation. Ces politiques étaient relativement simples et reposaient sur la théorie de la protection des industries naissantes que l'économiste allemand Friedrich List avait élaborée en 1841. En réservant temporairement les marchés intérieurs aux nouvelles entreprises industrielles par une politique tarifaire appropriée, on s'assurait ainsi que les ressources naturelles et l'épargne domestique ne soient pas exportées à l'état brut, mais alimentent plutôt une industrie nationale dont la croissance pourrait faire boule de neige. En effet, grâce à la protection du marché national et au réseau subventionné des transports que les gouvernements assumaient, les nouvelles entreprises assuraient non seulement un débouché productif à l'épargne mais généraient également toute une gamme d'effets d'entraînement dans le reste de l'économie, tout en profitant par leur croissance de l'abaissement des coûts de production avec l'apparition des économies d'échelle. La politique industrielle des principaux pays visait essentiellement à générer ces économies externes et internes du développement de manière à provoquer par l'industrialisation la création d'emplois et une augmenta-

tion de la productivité moyenne de l'économie qui se traduisent par une élévation du niveau de vie. Une fois cette industrialisation bien établie et en mesure de faire face aux concurrents industriels des autres pays, la protection des industries locales devait pouvoir se relâcher et contribuer encore davantage à élever le niveau de vie par l'abaissement des prix.

L'Allemagne et les États-Unis s'étaient vus contraints d'appliquer le modèle de développement de List, car le pays déjà industrialisé était alors la Grande-Bretagne et son avance industrielle et technologique menaçait de retarder leur propre industrialisation. Les colonies britanniques d'Amérique pour leur part, avaient perdu leurs débouchés préférentiels en Grande-Bretagne pour le bois et le blé lorsque la Grande-Bretagne adopta le libre échange au cours de la décennie de 1840 ⁸. Lorsque les États-Unis laissèrent expirer en 1866 le traité de réciprocité qui les liaient depuis 1854 aux colonies britanniques d'Amérique, ces dernières se réunirent en confédération un an plus tard, en 1867, afin de créer un marché intérieur pour les produits du blé, de la farine et du bois qui trouvaient difficilement preneurs en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Ce n'est qu'en 1879 que la confédération canadienne s'orienta résolument vers le protectionnisme industriel avec la formulation d'une « National Policy » axée avant tout sur la protection tarifaire des industries manufacturières, l'immigration britannique et le développement subventionné d'une ligne de chemin de fer vers l'Ouest.

Le modèle de développement adopté au Canada était semblable à celui suivi par d'autres pays et était essentiellement une émanation du gouvernement fédéral. Les retombées au Québec de cette « National Policy » se portèrent principalement sur des entreprises à la recherche d'une main-d'œuvre abondante et bon marché et orientées vers la production de biens de consommation courante pour le marché régional. Il s'agissait avant tout des industries du cuir, du bois et des textiles. L'industrie lourde et surtout l'industrie de pointe de l'époque, l'acier, allèrent s'établir en Ontario. Ce début d'industrialisation au Québec provoquée indirectement par la politique fédérale demeura fort insuf-

⁸ Voir Rodrigue Tremblay, « La politique commerciale fédérale », dans *l'Économie québécoise*, op. cit., pp. 209-225.

fisante pour absorber l'excédent de la population rurale, car on estime à quelque 400 000 le nombre des « Canadiens français » qui émigrèrent aux États-Unis à la fin du XIXe siècle. Le gouvernement du Québec paraissait démuni pour corriger la situation et empêcher l'exode.

Errol Bouchette semble croire qu'il aurait suffi pour redresser la situation qu'il existât une pensée nationale chez les « Canadiens français », ce qui aurait forcé le gouvernement provincial québécois à appuyer les hommes d'affaires francophones.

C'est là une perception des choses qui est paradoxale et contradictoire à plusieurs égards. En effet, Bouchette demeure tout au long de son ouvrage prisonnier du mythe d'une prétendue mission pan-canadienne des « Canadiens français », mais il souhaiterait, d'autre part, que les francophones et le gouvernement du Québec prennent conscience du sous-développement industriel du Québec, et de l'émigration vers les États-Unis qui en découle, alors même que le gouvernement fédéral encourage l'industrialisation de l'Ontario et l'immigration britannique. Pour lui, il n'est pas question de mettre en doute la pertinence des politiques fédérales pour les problèmes du Québec. Il perçoit bien cependant que l'émigration des francophones a des causes essentiellement économiques :

« L'émigration chez un peuple peut être, quelquefois, provoquée par un surcroît de population ; cependant, c'est là une exception. Presque toujours, elle a pour cause quelque vice économique et social. Suivant les circonstances où elle se trouve, suivant sa formation sociale surtout, une population se révolte contre le mal qui l'accable, ou elle émigre. »

Et ailleurs, Bouchette ne manque pas de constater que l'ascendance des milieux d'affaires anglo-canadiens n'est pas un fait inéluctable de la nature ou des mentalités :

« ... la situation favorable du groupe anglais peut s'expliquer par les renforts constants en hommes, en argent et en connaissances de tous genres qui lui arrivent. »

Loin de pouvoir être renforcée par des apports extérieurs, la population du Québec est forcée d'émigrer !

Le « vice économique et social » qui ronge le Québec a des racines politiques. Eût-elle perçu, comme le souhaite Bouchette, que la « question économique [était] plus que jamais une question nationale », la population québécoise était bien démunie pour contrer les forces qui travaillaient contre elle. Elle pouvait, avant d'émigrer, faire pression sur « son » gouvernement québécois.

Cependant, ce « gouvernement québécois » était alors sous l'influence prépondérante de la ploutocratie anglo-canadienne ⁹. Ce n'est pas de lui qu'il fallait attendre une politique industrielle pour le Québec, encore moins d'encourager les « Canadiens français » à pénétrer dans le secteur de la grande industrie. Ce gouvernement n'est donc pas politiquement en mesure de formuler les objectifs cohérents de développement industriel, de création de capitaux et d'immigration qu'exigeait la solution des problèmes fondamentaux qui accablaient la société québécoise au tournant du siècle.

Les moyens de contrôle et d'intervention économiques d'un gouvernement provincial faisaient encore plus défaut.

Les grandes entreprises étrangères qui entreprennent de développer le potentiel du Québec en électricité et en papier-journal dans le premier quart du vingtième siècle sont équipées d'une bureaucratie technique aguerrie. Un gouvernement provincial qui ne contrôle ni la monnaie, ni les banques, ni le commerce, ni les transports, n'a guère besoin d'une grande compétence technique. Le dialogue avec les grandes bureaucraties industrielles privées est dès lors inégal. Eût-il eu cette compétence technique, il est douteux qu'un simple gouvernement provincial eût pu canaliser les besoins américains pour nos ressources de façon à intégrer l'industrialisation au milieu québécois. Face en effet à un sous-emploi chronique qu'il ne pouvait résorber par ses propres politiques faute de posséder les leviers et les organes de contrôle économique dont disposait le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial québécois ne pouvait qu'accueillir à bras ouverts et avec moultes concessions ces investissements américains dont la venue fortuite compensait à la fois l'absence de politiques fédérales

⁹ A. Faucher, « Pouvoir politique et pouvoir économique dans l'évolution du Canada français », *Recherches sociographiques*, 1966, pp. 61-79.

/adaptées aux problèmes québécois et l'incapacité dans laquelle se trouvait le gouvernement provincial québécois d'influencer de façon déterminante l'activité économique sur son territoire.

Alors que le gouvernement fédéral s'occupe à valoriser les énormes investissements en transport vers l'Ouest et à stimuler l'industrialisation de l'Ontario, ce sont les Américains, avec leurs investissements massifs dans les richesses naturelles qui relancent l'industrialisation du Québec. Était-il nécessaire pour cela de concéder ces richesses naturelles sans égards aux objectifs légitimes de la transformation sur place, de la récupération de la rente découlant de la propriété de ces ressources et de l'intégration au milieu québécois ? Il faut s'en référer pour cela aux circonstances du temps. Toujours est-il que la politique de l'accueil inconditionnel des investissements étrangers pour l'exploitation des richesses naturelles du Québec fut la règle pendant les quarante ans du régime du parti libéral des premiers ministres Marchand, Parent, Gouin et Taschereau. Ce n'est en fait qu'à partir de 1960 que cette politique du désespoir est quelque peu mise en sourdine et que l'État québécois décide, avec plus d'un demi-siècle de retard sur la recommandation d'Errol Bouchette, d'introduire du capital productif francophone dans l'exploitation des richesses naturelles. Notons que l'éveil du gouvernement québécois à la nécessité de participer à la création du capital productif, et non pas seulement d'assurer le capital social (routes, écoles, hôpitaux), coïncide avec la mise en place des structures d'un État moderne.

Initiative privée ou initiative collective pour rattraper le retard économique des francophones ?

[Retour à la table des matières](#)

Il faut se garder de reprocher à Errol Bouchette de n'avoir pas su penser comme un homme du dernier quart du vingtième siècle. On avait paradoxalement poussé au Québec, peut-être plus que n'importe où au monde, l'idéologie selon laquelle les structures, les institutions, les gouvernements étaient négligeables dans l'évolution économique

et que seule, en définitive, comptait l'initiative de l'individu isolé. Comme on l'a souligné, les instances dirigeantes au Québec, étrangères comme canadiennes, préféraient traiter directement avec les individus, c'est-à-dire une matière pulvérisée et manipulable à la pelle ¹⁰. Les concentrations de pouvoir que sont les grandes entreprises peuvent d'autant plus facilement défendre leurs intérêts privés que l'intérêt général n'est défendu par personne. Un gouvernement faible et démuné, des politiciens bien financés et une presse subventionnée ne sont pas de nature à « bouleverser le cours normal des choses » et à contribuer à sortir les francophones de leur situation d'infériorité économique. A un problème collectif, la logique dicte plutôt qu'il faut un effort collectif et coordonné.

Bouchette a beau professer que « les peuples sont presque toujours les maîtres de leur sort », il n'en véhicule pas moins l'idée du dix-neuvième siècle qui n'est pas encore complètement éteinte aujourd'hui, à savoir que les francophones sont individuellement responsables de leur statut collectif d'infériorité économique. Il ne peut s'expliquer comment un « peuple bien équipé au plan physique et intellectuel [est] économiquement au dernier rang des groupes canadiens » ¹¹.

Cette situation a été bien étudiée depuis et son explication économique est bien connue. Il existe en effet une discrimination et une ségrégation ¹² des emplois au Québec. C'est là un phénomène bien établi. Sous ce rapport, on peut presque dire qu'il existe deux économies au Québec. Ainsi, les entreprises anglophones et les entreprises étrangères administrées par des cadres anglophones ont tendance à employer des francophones aux échelons inférieurs de la structure des occupations et principalement des anglophones dans les fonctions des cadres intermédiaires et supérieurs. Les petites et moyennes entrepri-

¹⁰ A. Faucher, op. cit. p. 182.

¹¹ La même constatation sera faite plus d'un demi-siècle plus tard par la Commission fédérale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Voir L. Gagnon, « La participation des Québécois à leur économie », *L'Économie québécoise*, op. cit., pp. 361-378.

¹² Il y a discrimination quand deux facteurs de production identiques sont rémunérés à des taux différents ; il y a ségrégation économique quand les employés d'une origine ethnique sont sous-représentés dans les entreprises d'une autre origine ethnique.

ses francophones font, pour leur part, surtout appel à des employés francophones ¹³.

Les données du dernier recensement, soit celui de 1971 (tableau 1) confirment la sous-représentation des Québécois francophones dans les échelons supérieurs de la hiérarchie professionnelle. Parmi les occupations les mieux rémunérées, on constate que la sous-représentation des francophones dans l'entreprise privée est encore plus prononcée.

¹³ Cf. André Raynauld et G. Marion, « Une analyse économique de la disparité inter-ethnique des revenus », *Revue économique*, janv. 1972, pp. 1-19.

Tableau 1

Répartition en pourcentage de la main-d'œuvre masculine anglophone et francophone selon les groupes occupationnels, Québec 1971

[Retour à la table des matières](#)

Occupations (Professions)	Anglophones 2		Francophones		Autres 3	
Administrateurs (Direction, administration et professions connexes)	25,825	12.66	54,480	4.97	7,400	5.29
Professions libérales, techniciens et artistes (Sciences naturelles, génie et mathématiques, sciences sociales et secteurs connexes, religion, enseignement et secteurs connexes, médecine et santé)	28,405	13.93	101,600	9.26	16,795	12.02
Employés de bureau (travail administratif et secteurs connexes)	26,055	12.77	95,615	8.72	10,325	7.39
Employés de commerce	27,250	13.36	108,100	9.85	11,610	8.31
Employés de services	14,240	6.98	96,160	8.76	19,550	14.00
Professions reliées à l'agriculture, à la pêche, à la chasse et au piégeage (Agriculture, horticulture, et élevage ; pêche, chasse, piégeage et activités connexes)	5,315	2.61	57,385	5.23	2,670	1.91
Travailleurs forestiers (exploitation forestière)	815	0.40	18,690	1.70	345	0.24
Autres travailleurs du secteur primaire (Mines, carrières, puits de pétrole et de gaz ; traitement des matières premières)	7,840	3.84	76,310	6.96	7,700	5.51
Ouvriers de métiers (Usinage des matières premières et secteurs connexes ; fabrication, montage et réparation de produits finis)	21,060	10.32	143,665	13.10	23,720	16.98
Ouvriers en construction	9,155	4.49	104,285	9.51	11,610	8.31
Opérateurs d'équipement de transport, de machines et d'appareils divers (Transports et conduite de machines et d'appareils divers)	13,085	6.41	90,000	8.20	6,230	4.46
Manœuvres et employés de manutention (Manutention et secteurs connexes, manœuvres et activités non classées ailleurs)	7,175	3.52	58,835	5.36	7,100	5.08

Tableau 1

Répartition en pourcentage de la main-d'œuvre masculine anglophone et francophone selon les groupes occupationnels, Québec 1971

[Retour à la table des matières](#)

Professions non déclarées	17,765	8.71	91,885	8.38	14,665	10.50
Total	203,985	100.00	1,097,010	100.00	139,720	100.00

- 1) Source : Recensement du Canada, 1971, Cat. 94-734, Vol. III.
 2) Anglophones : Britanniques et juifs.
 3) Autres : Allemands, Italiens, Néerlandais, Polonais, Scandinaves, Ukrainiens, etc. À noter que le groupe Autres ne comprend pas les gens d'origine ethnique autre qu'européenne, indienne ou asiatique.

Les francophones dans les entreprises privées

[Retour à la table des matières](#)

La plus ou moins grande présence des francophones dans des établissements non francophones s'accompagne d'une autre constatation au chapitre des salaires. En réalité, les études entreprises sur la question témoignent qu'il existe au Québec une relation inverse entre le niveau du salaire et le fait d'être francophone. La composition du personnel dans les *sièges sociaux* des grandes sociétés d'une métropole comme Montréal est en effet symptomatique du phénomène de la sous-représentation des résidents francophones du Québec dans le fonctionnement de leur économie. Une étude entreprise au début des années 70 par la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec ¹⁴ auprès de dix sièges sociaux parmi les plus grandes sociétés installées au Québec, révéla que 71% de la main-d'œuvre y était anglophone, et que pour six employés touchant entre \$ 15,000 et \$ 22 000 par année, un seul était francophone. Cette étude révéla en plus un paradoxe apparent, à savoir que les grandes sociétés étrangères, mêmes si elles sont souvent de langue anglaise, étaient davantage portées vers l'embauche des francophones que les entreprises anglo-canadiennes.

Puisque l'apprentissage par la pratique est tout aussi important si non plus important que l'éducation formelle pour la formation d'administrateurs et de cadres dans une société, l'exclusion des résidents d'un territoire de la gestion des entreprises qui opèrent sur ce territoire crée une situation qui tend à se perpétuer d'elle-même et est une source constante d'aliénation. Elle conduit tôt ou tard à l'instabilité sociale, politique et économique.

¹⁴ Voir J.-M. Vaudelle « Les sièges sociaux et l'environnement québécois ». Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec. Québec 1973.

Les francophones et la changements structurels de l'économie

[Retour à la table des matières](#)

Le pronostic d'Errol Bouchette à l'effet que l'agriculture était pour les Québécois un cul-de-sac économique a été confirmé par les événements puisque au début du siècle, la majorité des emplois étaient reliés au secteur primaire alors qu'on n'en retrouve guère plus que 5% aujourd'hui. Le phénomène de l'urbanisation et de la socialisation de nombreux services, en accentuant l'importance du gouvernement dans la vie économique, a permis aux Québécois francophones d'occuper une place importante dans le secteur tertiaire de l'économie.

Il est vrai que les francophones ne contrôlent guère davantage aujourd'hui le secteur privé de l'économie qu'au temps de Bouchette. Par contre, l'économie québécoise est bien différente de ce qu'elle était au début du siècle, de sorte que la place qu'occupent les francophones dans *l'ensemble de l'économie* s'est considérablement améliorée. En effet, la répartition de la main-d'œuvre au début du siècle (1911) au Québec entre les divers secteurs était à peu près égale entre le secteur primaire (34.6%), le secteur secondaire (32.1%) et le secteur tertiaire (33.317c). Aujourd'hui, la situation est renversée puisque le secteur primaire n'occupe plus que 5.9% de la main-d'œuvre active, le secteur secondaire fournit 31.4% des emplois, tandis que le secteur tertiaire procure presque les deux tiers des emplois, soit 62.9%.

De ce point de vue, l'économie québécoise a évolué dans le même sens que celle des autres pays industrialisés. En réalité, il semble bien que le phénomène de la montée du tertiaire dans l'économie québécoise ait dépassé le seuil atteint par les autres économies industrialisées où il ne dépasse guère 60%. L'importance de ce phénomène pour les francophones tient à l'expansion du tertiaire collectif (éducation, santé) où le problème du contrôle économique ne se pose pas, sauf

quand le gouvernement fédéral veut s'approprier des juridictions provinciales. Et même dans l'évolution du tertiaire de gestion (finance, commerce, assurances), la position relative des francophones y est plus forte que dans les autres secteurs de sorte que l'on comprend pourquoi l'explosion du secteur tertiaire et, l'importance accrue du gouvernement québécois dans l'évolution économique ont renforcé le contrôle relatif qu'exercent les Québécois sur leur économie.

Cependant, cet optimisme doit être tempéré par le fait que la tertiarisation de l'économie québécoise est un phénomène qui tire à sa fin, et par la constatation que les francophones sont passés au secteur tertiaire sans transformer profondément leur représentation dans le secteur de la fabrication. Au début de ce dernier quart du vingtième siècle, voici comment se présente la présence francophone dans le secteur industriel québécois : les entreprises francophones emploient 22% des travailleurs ; les entreprises anglo-canadiennes au Québec ont une importance presque deux fois plus importante avec 42% des emplois ; d'autre part, la contribution des entreprises étrangères compte pour 36% des emplois ¹⁵. On peut donc dire que le grand défi économique des Québécois au cours des prochaines décennies sera de renforcer la présence francophone dans le tertiaire de gestion et de forcer l'intégration des entreprises étrangères et anglo-canadiennes au milieu québécois. Cette participation accrue des Québécois au fonctionnement de leur économie devrait se doubler d'efforts pour accroître le dynamisme du tertiaire de gestion et pour élever le taux d'investissement dans le secteur de la fabrication.

¹⁵ Voir à ce sujet l'enquête entreprise par le Conseil d'expansion économique, « *La Prospérité* », juin 1974. Voir aussi M. Perey et F. Vaillancourt, « Les investissements étrangers dans l'économie québécoise » dans *L'Économie québécoise*, op. cit., pp. 283-291.

Le Québec face à la concentration économique en Ontario

[Retour à la table des matières](#)

Le principal obstacle à la réalisation de ces objectifs est la tendance qui existe dans le marché commun canadien à la polarisation de l'activité économique en Ontario. Nous avons dit, en effet, que la première vague d'investissements américains au Canada avait profité au Québec en renforçant ses avantages économiques naturels. La deuxième vague d'investissements américains, après la Deuxième Grande guerre, n'a pas eu le même impact car les filiales de sociétés étrangères se sont massivement concentrées en Ontario pour mieux desservir l'ensemble du marché canadien.

Cette polarisation de l'activité industrielle en Ontario et l'émergence de Toronto comme centre financier le plus important au Canada ¹⁶, soulèvent des problèmes fondamentaux pour le développement économique du Québec. D'ores et déjà, les marchés financiers québécois ont perdu de leur autonomie pour devenir des prolongements des marchés ontariens avec toutes les difficultés que cette absence des grandes activités financières au Québec posera à l'usage productif de l'épargne québécoise et au financement futur des investissements. D'autre part, la partie de la structure industrielle québécoise qui est orientée vers le marché canadien deviendra de plus en plus vulnérable, car ce marché à l'Ouest du Québec est soit accaparé par les entreprises ontariennes, soit soumis à une concurrence étrangère croissante.

Par la force des choses, le développement économique du Québec devra reposer de moins en moins à l'avenir sur le marché pan-canadien et davantage sur le marché québécois et les marchés d'expor-

¹⁶ Voir A. Ryba « L'intermédiation financière au Québec : les institutions et les marchés », dans *L'Économie québécoise*, op. cit., pp. 449-472.

tation aux États-Unis et en Europe. Si le Québec ne reprend pas en mains ses institutions financières et si le gouvernement québécois n'a pas les moyens ni la volonté d'orienter le développement économique du Québec en fonction des nouvelles réalités, le processus de satellisation de l'économie québécoise par l'économie ontarienne s'accroîtra et le Québec éprouvera de plus en plus de difficultés à conserver sa population. À l'approche du vingt et unième siècle, les peuples sans gouvernement sont perdus.

L'avenir économique du Québec

[Retour à la table des matières](#)

Il nous semble donc que le problème économique du Québec et des Québécois est éminemment politique. C'est ici que nous retrouvons la perception d'Errol Bouchette et sa brûlante actualité. Il faut admirer sa perspicacité quand il écrit : « Nous croyons pouvoir affirmer que, sans le développement industriel, l'augmentation numérique des Canadiens français deviendra de moins en moins sensible. » Il faut aussi saluer son réalisme quand il déclare : « De nos jours, pour implanter la grande industrie dans un pays, il faut de toute nécessité une organisation puissante, appuyée par une politique industrielle de la part des pouvoirs publics. »

Il serait cependant fastidieux de parler d'une politique industrielle vraiment efficace de la part d'un gouvernement provincial démuné des moyens d'action qui lui sont nécessaires pour l'élaborer et l'appliquer. Errol Bouchette croyait en son temps que « les provinces [étaient] plus puissantes que l'administration centrale « parce qu'elles réglementent ; l'instruction et les terres publiques ». Aujourd'hui, il faut bien en disconvenir. Non seulement le gouvernement du Québec ne peut compter sur le soutien d'une banque centrale pour appliquer une politique monétaire et une politique fiscale qui soient adaptées à l'état de la conjoncture de l'économie québécoise dont le taux de chômage est chroniquement élevé, mais la présence du gouvernement fédéral

dans les principaux champs de taxation lui a permis d'influencer, souvent de façon déterminante, les domaines de compétence que le British North America Act réserve expressément aux gouvernements provinciaux. Doté des ressources financières nécessaires et pouvant compter sur les interprétations bienveillantes de sa propre Cour suprême, le gouvernement fédéral s'est, avec le temps, arrogé une foule de prérogatives qui appartenaient de droit aux provinces en vertu du traité international qui amena la confédération des colonies britanniques de l'Amérique du Nord en 1867. Non seulement la Cour suprême fédérale a-t-elle eu tendance au cours des années à confirmer et à raffermir l'autorité du gouvernement fédéral dans les nouveaux domaines non couverts par la loi britannique qui sert de constitution au Canada (radio-diffusion, aéronautique, etc.) mais elle a considérablement restreint les prérogatives des gouvernements provinciaux en entérinant la thèse centralisatrice selon laquelle le gouvernement peut s'approprier les pouvoirs des provinces pour assurer la paix, l'ordre et le bon gouvernement. C'est ainsi que le gouvernement fédéral a été amené à jouer un rôle de plus en plus déterminant dans les domaines de la sécurité sociale, de la santé, de l'éducation supérieure, des richesses naturelles et, depuis 1975, dans celui des relations ouvrières et celui du contrôle des profits, des prix, des dividendes et des salaires ¹⁷.

Au plan économique, les gouvernements provinciaux et le gouvernement du Québec deviennent de plus en plus des « coquilles vides » sans influence déterminante sur l'activité économique. Leurs budgets peuvent apparaître importants, mais ils sont fortement grevés par les charges fixes qui découlent de la mise en oeuvre des programmes élaborés par le gouvernement fédéral. Au plan fiscal, le gouvernement du Québec est devenu graduellement une succursale du gouvernement fédéral. En 1975-76, par exemple, la dépendance fiscale du gouvernement québécois à l'endroit du gouvernement fédéral atteignait \$ 3 067 millions, soit 32,5% des recettes québécoises brutes. De ce montant, \$ 987 millions relevaient de la péréquation, tandis que le reste

¹⁷ Dans un jugement en date du 12 juillet 1976, la Cour suprême du Canada confirma la constitutionnalité de la loi C-73. Cette loi fédérale réglementait les profits, les prix, les dividendes et les salaires, lesquels relèvent de l'autorité exclusive des provinces sur le commerce local, les contrats, la propriété et les droits civils.

représentait les abattements d'impôts et les paiements pour les programmes dits à frais partagés.

Certains croient que les paiements de péréquation du gouvernement fédéral à l'endroit du gouvernement du Québec représentent une générosité de la part du reste du Canada que le Québec devrait apprécier à sa juste mesure. C'est là une vue partielle et incomplète de la contribution du gouvernement fédéral à l'économie québécoise. En effet, afin de mieux situer ces paiements de péréquation, il importe de voir comment se répartissent les effets économiques des politiques fédérales et, surtout, où se portent les dépenses du gouvernement fédéral. Sur le premier point, nulle conclusion définitive ne peut être arrêtée avec certitude, quoiqu'il saute aux yeux qu'une panoplie de politiques fédérales, allant de la politique des transports au Pacte canado-américain sur l'automobile, en passant par la ligne Borden pour le pétrole, la politique d'immigration et d'énergie nucléaire, ait produit ses principales retombées en Ontario. Sur le deuxième, on peut souhaiter que l'effort entrepris par Statistique Canada, depuis quelques années pour départager les dépenses fédérales selon les provinces vienne bientôt jeter un éclairage nouveau sur la rentabilité pour le Québec de sa participation au fédéralisme politique pan-canadien. En effet, il existe une présomption largement partagée chez les économistes que les dépenses fédérales faites au Québec sont très déficientes. Ces dépenses génératrices d'emplois se concentreraient massivement en Ontario. Sous ce rapport il est plus que douteux que la péréquation financière fédérale compense complètement la distorsion économique néfaste des dépenses fédérales au Québec.

Si, comme j'ai toutes les raisons de le croire, le Québec ne retire point d'avantages économiques et fiscaux nets de son inclusion dans le fédéralisme politique pan-canadien, et si, d'autre part, son développement futur et l'épanouissement de sa population ne peuvent être laissés au hasard et à la seule action d'un gouvernement fédéral, mais exigent un gouvernement à Québec doté de tous les attributs d'un gouvernement moderne, pourquoi certaines élites s'efforceraient-elles encore aujourd'hui de garder le Québec dans son état actuel de dépendance ?

Le retard des idéologies sur les faits

[Retour à la table des matières](#)

La réponse à cette question doit être recherchée dans un certain nombre de mythes et de myopies qui avaient cours au tournant du siècle et que l'on retrouve encore aujourd'hui sous des formes larvées. Prenons à témoin la triste ambivalence qui étreint Bouchette entre la nécessité de développer un sentiment national chez les francophones, « la chose la plus essentielle à un peuple [est] la liberté sociale et constitutionnelle », et le mythe de la prétendue mission qu'auraient les francophones de « sauver » le Canada anglais de l'influence trop omniprésente des États-Unis. Comme si les francophones n'avaient point besoin de toutes leurs énergies collectives et individuelles pour survivre et s'épanouir sans se charger en plus de la mission de créer une patrie aux Canadiens anglais !

Ce nationalisme messianique, si néfaste à cause de la diversion qu'il créait par rapport aux vrais problèmes et de la situation d'impotence dans laquelle il cantonnait les francophones, s'abreuvait à une autre illusion, soit celle d'un Canada continental dans lequel les francophones jouiraient de l'égalité des chances et même domineraient. Alors que les francophones étaient forcés d'émigrer aux États-Unis et que le gouvernement fédéral accentuait sa politique d'immigration britannique, Bouchette se fait partisan de l'assimilation (« ... les deux races finiront par se fusionner ») et pousse la naïveté et l'irréalisme jusqu'à croire que celle qui l'emportera « ne sera pas nécessairement la plus nombreuse » ! La population du Canada au début du siècle (6 millions) est inférieure à celle du Québec (6,165 000 en 1975) d'aujourd'hui et la population d'origine française compte pour 28%, après avoir représenté 31% en 1871, 35% en 1861 et 38% en 1851 ¹⁸. L'idéologie du temps cadrait donc on ne peut plus mal avec les faits.

¹⁸ Sources : Recensements du Canada, 1665 à 1771, 1870-1871, Statistiques du Canada, Vol. I et IV, 1873.

Le recul de l'histoire nous permet de confronter les faits avec une autre variante de l'idéologie précédente qui a longtemps, elle aussi, dispersé l'effort des Québécois. Un mythe longtemps entretenu consistait à croire que l'égalité des chances existait dans l'ensemble du Canada pour les francophones en tant que francophones. Les faits témoignent qu'en dehors du Québec, le Canada devient de plus en plus anglophone en broyant les minorités dans son « melting pot » à un rythme qui est beaucoup plus rapide que celui que l'on retrouve aux États-Unis ¹⁹. En effet, parce que les facteurs politiques, économiques et culturels disposent les francophones à l'extérieur du Québec à l'anglicisation et que les immigrants au Québec même sont portés vers le groupe anglophone, il s'ensuit une érosion graduelle de la position des francophones au Canada. En effet, le Canada anglophone reçoit des transferts à la fois des francophones et non pas seulement des minorités linguistiques puisque, selon le recensement de 1971, 28.7% de la population canadienne se déclarait d'origine ethnique française, mais seulement 25.7% de la population utilisait le français à la maison.

Le mythe selon lequel les Québécois se doivent de porter leurs efforts sur l'ensemble du Canada parce qu'il s'y trouve des minorités francophones tire donc à sa fin. En réalité, les faits témoignent qu'il y a presque trois fois plus d'Américains de langue maternelle française aux États-Unis que de francophones vivant à l'extérieur du Québec dans l'ensemble du Canada. Selon le recensement des États-Unis de 1970, en effet, le nombre de francophones aux États-Unis était de 2 598 408, tandis que le recensement de 1971 indique qu'au Canada il y avait 926 400 personnes à l'extérieur du Québec dont la langue maternelle était le français ²⁰.

Les données pour 1851 et 1861 s'appliquent au Bas-Canada et au Haut-Canada.

¹⁹ Voir les analyses et les résultats de Calvin Veltman de l'Université de New York à Plattsburg, « Les leçons étonnantes des statistiques sur l'assimilation linguistique aux États-Unis et au Canada », *Le Devoir*, 9 août 1976. Voir aussi, Richard Arès, *Les positions ethniques, linguistiques et religieuses des Canadiens français à la suite du recensement de 1971*, Montréal, Bellarmin, 1975.

²⁰ Les Canadiens de l'extérieur du Québec déclarant le français comme langue d'usage étaient cependant seulement au nombre de 675 400 en 1971.

Parce que la quasi-totalité des immigrants à l'extérieur du Québec choisissent l'anglais et parce que, selon le recensement de 1971, 52.4% des Canadiens d'origine française à l'extérieur du Québec ont adopté l'anglais comme langue d'usage, et que l'on peut prévoir que ce chiffre sera voisin de 80% en l'an 2000, il en résulte une course rapide vers la consolidation du Canada anglophone. Paradoxalement, la contribution des Canadiens d'origine française à l'extérieur du Québec est plus importante au Canada anglophone qu'à un mythique Canada francophone. Tous ces développements permettent de prévoir que 95% des francophones, sur le territoire du Canada actuel, vivront au Québec en l'an 2000 ²¹.

Tous ces faits témoignent on ne peut plus clairement de la situation politique précaire des Québécois qui se doivent de prendre le contrôle politique de leur territoire avant que l'érosion de leur position par les forces contraires ne devienne irréversible. Sur ce plan, au moins, la myopie manifeste de la génération d'Errol Bouchette peut servir d'avertissement salutaire aux générations présentes et leur éviter la fausse sécurité qui repose sur des illusions trompeuses.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Errol Bouchette est donc éminemment de notre temps parce que ses réflexions et ses préoccupations sont encore les nôtres aujourd'hui, tandis que ses illusions ne sont pas encore complètement disparues. Sa vision d'un Québec moderne et industrialisé pour supporter une population croissante demeure d'une brûlante actualité.

Aujourd'hui comme au début du siècle, le développement industriel du Québec ne peut reposer sur ces industries à faible productivité

²¹ Voir les prévisions de Jacques Henripin, « Évolution démographique future des groupes linguistiques au Canada et au Québec, dans *L'Économie québécoise*, op. cit., pp. 277-281.

« qui ne vivent en somme que par la grâce des tarifs douaniers » et qui sont prisonnières d'un marché canadien qui leur échappe graduellement. Un raffermissement du tertiaire de gestion et une structure industrielle davantage ancrée dans les avantages comparatifs du Québec procureront au Québec un développement économique qui sera non seulement moins vulnérable, mais aussi mieux intégré au milieu québécois.

Pays riche et important, le Québec occupait le vingt-quatrième rang en 1974 par rapport au produit national brut sur un lot de 146 pays, avant l'Autriche et le Danemark ²². Au plan géographique, cependant, le Québec se situe parmi les 10 pays ayant la plus grande superficie au monde, tandis que son revenu par habitant est le 11^e plus élevé. Quand on constate, cependant, que le Québec exporte encore quelque 70% des minerais et des concentrés sans transformation préalable et que de grandes quantités d'énergie électrique sont aussi exportées à l'état brut, le potentiel industriel du Québec est loin d'être atteint et le besoin pour le gouvernement du Québec de n'être point un observateur passif de la scène économique, mais l'instigateur de l'évolution industrielle du Québec, apparaît encore plus évident.

Au cours de cette fin du vingtième siècle, cependant, le Québec devra refaire au niveau du capital productif l'effort qu'il a fait depuis 1960 au chapitre du capital social. Cet effort sera plus difficile que le premier, car s'il est coûteux de construire routes, écoles et hôpitaux et de réviser la politique sociale, il est autrement plus complexe de réviser la politique économique pour provoquer l'accroissement du capital productif dans une économie de marché dont les principaux mécanismes échappent au contrôle des Québécois.

Le défi économique futur du Québec reposera sur deux objectifs qui pourraient à première vue paraître en opposition, soit celui d'accroître les investissements industriels, et celui d'intégrer les entreprises dans leurs décisions et leur fonctionnement au milieu québécois.

²² Le Produit National Brut du Québec était de \$ 33 680 000 000 en 1974. Seulement vingt-trois pays avaient une plus grande importance économique. Voir, *World Bank Atlas, 1975* et Rodrigue Tremblay, *L'Économie québécoise*, op. cit., p. 486.

Pour être relevé avec succès, ce défi économique futur exigera certes que les entreprises et les capitaux québécois collaborent avec la technologie et les entreprises étrangères, mais la sous-représentation des Québécois dans la grande industrie ne pourra être corrigée si l'État ne s'emploie pas à provoquer l'accumulation des capitaux à des fins productives et économiques. Le deuxième volet de ce défi consistera à mettre un terme au statut « d'enclaves » économiques de plusieurs entreprises du Québec, lesquelles sont coupées dans leurs décisions et leur fonctionnement de la population et du reste du milieu, et exportent en aval et à l'étranger les effets d'entraînement qui découlent de leurs opérations.

Dans un cas comme dans l'autre, cependant, la démonstration a été faite par plus d'un siècle de laissez-faire que les Québécois doivent se doter d'un gouvernement complet et, ce faisant, affirmer le contrôle politique de leur territoire. Le mot d'ordre d'Errol Bouchette réapparaît ici dans toute la splendeur de sa logique : « La question économique deviendra plus que jamais une question nationale : elle restera, pour ainsi dire, la seule question jusqu'à ce qu'elle soit résolue. » On peut affirmer que la question économique a toujours été une question nationale, mais que ce n'est que dans la deuxième partie du vingtième siècle que l'on a véritablement commencé à agir en fonction de cette évidence. Les années qui viennent montreront si les Québécois ont su comprendre la leçon des faits et ont eu le courage de briser les liens de tutelle qui les retenaient dans une position économique inférieure. Car, comme le rappelait Étienne Parent, bien avant Bouchette, « si nous ne nous gouvernons pas, nous serons gouvernés ». Au Québec, aujourd'hui comme au début du siècle, le problème politique est un préalable au problème économique.

*Université de Montréal Montréal **

* Lors de la rédaction de cette introduction à l'été de 1976, M. Tremblay était directeur du Département de Sciences Économiques de l'Université de Montréal.

Il est, depuis le 24 novembre 1976, ministre de l'Industrie et du Commerce dans le Gouvernement du Québec.